

C'est cela la logique de l'histoire. Aux révolutionnaires prolétariens de trouver les formes concrètes de cette logique de l'Histoire en France. Relisez le document que nous commentons, vous ne trouverez nulle part préconisée la constitution d'organismes contrôlant le Parlement, sous une forme même embryonnaire. Thorez se contente de reprendre à son compte la vieille revendication de révocabilité des élus par les électeurs. Sous quelle forme, personne ne le sait. En réalité, comme dans toute bonne démocratie bourgeoise parlementaire qui se respecte, le Parlement, même si l'on supprime le Sénat, sera un organisme autonome par rapport à la volonté des masses, et manié par les forces capitalistes.

Ainsi donc, pour résumer, la politique thorézienne est un curieux mélange d'utopie et d'opportunisme. D'utopie dans la mesure où l'on ne peut remonter le cours de l'Histoire; d'opportunisme aussi, car la démocratie « rénovée », à supposer qu'elle puisse voir le jour à la faveur de circonstances exceptionnelles, ne serait qu'un court répit que la bourgeoisie pourrait mettre à profit comme en 1936 et en 1945-46 pour reprendre l'initiative et frustrer les travailleurs une fois encore du fruit de leur lutte.

### III. — POUR UN VÉRITABLE PROGRAMME DE TRANSITION

C'est en fonction des considérations économiques et politiques que nous venons de faire que le programme et les perspectives doivent être tracées. Les trostkystes ont, maintes et maintes fois, expliqué que l'heure était à un programme de transition dépassant, comme inadaptés ou trompeurs, les programmes minimum des organisations social-démocrates et stalinienne.

La formule « programme de transition » fait fortune en ce moment, nous répliquera-t-on. Vous devez être contents, la direction du Parti Socialiste Unifié en reprend les termes !

Il est vrai que le programme du P.S.U. et le programme du P.C.F. reprennent à leur compte un certain nombre de revendications du programme de transition, mais ils le font dans un singulier esprit.

Thorez a bien raison de ne pas voir de Socialisme dans le programme du P.S.U. Les nationalisations, l'extension du pouvoir des Comités d'entreprise ne sont absolument pas incompatibles avec la survie du capitalisme. Et c'est, par abus des termes, que la direction du P.S.U. parle de « République Socialiste ». Il est clair que Depreux interprète l'idée du programme de transition dans un sens réformiste. Mais Thorez qui développe justement « qu'invoquer hors de propos l'idée du Socialisme, c'est rendre un mauvais service à la cause que l'on prétend servir » (« L'Humanité », 1<sup>er</sup> mars 1961), au lieu de donner un contenu révolutionnaire au programme de transition, se replie sur la « démocratie rénovée ». Depreux parle à tort et à travers de République Socialiste, et bien, moi Thorez je vais me contenter de disserter sur la restauration de la démocratie bourgeoise parlementaire. Telle est la conclusion étrange que Thorez tire des insuffisances du P.S.U.

Rappelons brièvement ce qu'est véritablement le programme de transition. Il contient des revendications qui peuvent être satisfaites dans le régime capitaliste, d'autres qui provoqueront la résistance acharnée de la bourgeoisie au cours de luttes qui conduisent à la dualité de pouvoir, enfin d'autres encore qui supposent l'existence d'un gou-

### UN CONGRES « DÉMOCRATIQUE »

Par la presse centrale, les militants auront appris comme nous, que le Congrès était avancé de huit jours, en raison, paraît-il, de la proximité des élections cantonales. Fallacieux prétexte ! Plutôt que d'avancer le Congrès, il fallait le reporter à la fin du mois de juin par exemple.

Ce report aurait présenté un double avantage. Il aurait d'abord permis d'utiliser les résultats électoraux pour porter une appréciation sur l'influence du Parti. Ensuite, une discussion n'est convenablement préparée que si plusieurs mois séparent la publication du Document soumis par le Comité Central sortant, de la tenue du Congrès souverain. Les délais de préparation ont rarement été si courts : à peine plus d'un mois. Le raccourcissement est le résultat d'une décision prise de propos délibéré par la fraction thorézienne, plus en difficulté que jamais dans l'appareil et même à la base et qui a hâte, sous le couvert de dispositions votées à l'esbroufe, de recourir à une nouvelle épuration.

Les informations que nous avons recueillies, depuis la parution du dernier numéro de la « Vérité des Travailleurs », confirment la volonté du noyau thorézien, de mettre au pas les éléments oppositionnels et d'interdire à tous ceux quels qu'ils soient, qui ne sont pas dans la ligne, de s'exprimer dans les conférences. Kriegel-Valrimont, lui-même, cependant membre du Comité Central, n'est pas délégué à sa Conférence de section.

vernement anticapitaliste. Ces trois catégories de revendications correspondant aux besoins essentiels des masses forment un tout indissociable; animant les travailleurs en lutte. C'est précisément la lutte pour un gouvernement anticapitaliste des actuelles organisations ouvrières politiques et syndicales, qui manque dans le programme du P.S.U., et qui le vide de toute substance. Le moyen de la transition vers le socialisme, ce ne peut être que le gouvernement des Partis et syndicats du prolétariat.

### IV. — ALLIANCES ET GARANTIES

Ainsi posée la nécessité d'un véritable programme de transition, le problème des alliances se place dans une perspective plus claire.

Nous n'examinerons pas ici la position de Serge Mallet qui, à partir d'analyses économiques intéressantes, tire des conclusions politiques tout à fait erronées. Il préconise presque ouvertement le soutien de la classe ouvrière aux capitalistes « modernes » contre les capitalistes « retardataires ».

Le programme de transition appelle la constitution d'un Front ouvrier, entraînant une partie des classes moyennes de la ville et de la campagne. On ne voit pas bien les contours du « front socialiste » des documents du P.S.U., lequel contient des socialistes du type Mendès-France, Hernu et Cie. Le projet de Résolution pour le XVI<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. reprend la sempiternelle formulation de « Front ouvrier, démocratique et national ».

(Suite page 10).